

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
15 septembre 2014
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 5 septembre 2014, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Président
du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions
751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que la Coordonnatrice des secours d'urgence a établi, conformément au paragraphe 23 de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et sur les obstacles qui entravent cette opération (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport comme document du Conseil de sécurité et de le porter à l'attention de ses membres.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
faisant suite aux résolutions 751 (1992)
et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée
(Signé) **Oh Joon**



Annexe

**Lettre datée du 25 août 2014, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions
751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée
par la Secrétaire générale adjointe aux affaires
humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence**

Conformément au paragraphe 23 de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous remettre le rapport sur la suite donnée aux paragraphes 22 et 24 de ladite résolution et sur les obstacles qui entravent l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie (voir pièce jointe).

Les organismes humanitaires travaillant en Somalie indiquent que, comme dans les huit rapports précédents, ils définissent l'expression « partenaire d'exécution », employée au paragraphe 5 de la résolution 1916 (2010) du Conseil, comme suit :

« Partenaire d'exécution » – organisation non gouvernementale (ONG) ou organisation communautaire qui a fait l'objet de la part d'un organisme des Nations Unies ou d'une organisation non gouvernementale d'un contrôle de précaution destiné à établir sa bonne foi, et qui fait rapport au Coordinateur de l'action humanitaire, à sa demande, sur les mesures d'atténuation. Les partenaires d'exécution présentent les caractéristiques suivantes :

- a) L'organisation intervient dans le cadre de la procédure d'appel global pour la Somalie (ou du fonds humanitaire commun);
- b) L'organisation fait partie d'un groupement matriciel de type 3W (*Who does What and Where* – Qui fait quoi et où).

Je me tiens prête à répondre à vos éventuelles questions sur la teneur du rapport et à vous donner des précisions sur la situation humanitaire en Somalie.

La Secrétaire générale adjointe
aux affaires humanitaires
et Coordinatrice des secours d'urgence
(Signé) Valerie Amos

Pièce jointe

Rapport de la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence

Introduction

1. Le présent rapport est le deuxième à être établi en application de la résolution 2111 (2013), qui a succédé aux résolutions 1972 (2011), 1916 (2010) et 2060 (2012), par lesquelles le Conseil a demandé à recevoir des rapports, et le neuvième de la série. Au paragraphe 23 de sa résolution 2111 (2013), le Conseil a prié la Coordinatrice des secours d'urgence, aidée des organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires dotées du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale qui fournissent une aide humanitaire à la Somalie, de lui faire rapport au plus tard le 20 septembre 2014 sur cette aide et sur tout obstacle qui en entraverait l'acheminement.

2. Le présent rapport couvre la période allant de février à août 2014. Il traite principalement de l'acheminement de l'aide destinée aux populations touchées des régions qui sont sous le contrôle ou dans la zone d'influence du Mouvement des Chabab qui, en application du paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008) du Conseil, a été inscrit le 12 avril 2010 sur la liste tenue par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée.

3. Comme les huit qui l'ont précédé (S/2010/372, S/2010/580, S/2011/125, S/2011/694, S/2012/546, S/2012/856, S/2013/415 et S/2014/177), le présent rapport décrit les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et leurs conséquences opérationnelles, ainsi que les mesures prises pour remédier à la politisation, à l'utilisation irrégulière et au détournement de cette aide. Il s'appuie sur les résultats d'une enquête auprès des organismes humanitaires actifs en Somalie et sur l'information fournie par le Groupe de la gestion des risques du Bureau du Coordinateur résident des Nations Unies pour la Somalie.

Situation humanitaire

4. Selon les conclusions de l'évaluation du Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Système d'alerte rapide aux risques de famine, publiée le 2 septembre 2014, plus d'un million de personnes en Somalie font face à une insécurité alimentaire aiguë, soit 20 % de plus que les 857 000 personnes qui se trouvaient dans cette situation six mois auparavant. Pas moins de 218 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë ont besoin d'urgence de compléments nutritionnels, d'accès à l'eau potable et de meilleures conditions d'hygiène; 43 800 enfants souffrent à ce point de malnutrition qu'ils risquent de mourir s'ils ne reçoivent pas un traitement médical et des aliments thérapeutiques. Cette détérioration considérable de la situation humanitaire est due à la sécheresse, à la poursuite du conflit, à la circulation restreinte de biens commerciaux dans les zones touchées par des opérations militaires et à la flambée des prix des denrées alimentaires. La sécheresse sévit dans le sud, le centre et le nord-est de la Somalie depuis juillet 2014 et les précipitations enregistrées durant le Gu, principale saison des pluies qui va d'avril à juin, ont été inférieures de moitié aux niveaux normaux. Il en résulte que le nombre total de personnes nécessitant une aide humanitaire ou des moyens de subsistance dépasse les 3 millions, dont quelque 1,1 million de

personnes déplacées par une succession de sécheresses, d'inondations et de conflits. Environ 79 000 personnes ont été déplacées par l'insécurité depuis mars 2014, à la suite du lancement des opérations militaires conjointes de l'armée nationale somalienne et de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) contre le Mouvement des Chabab. La plupart d'entre elles n'ont pas encore regagné leur foyer. Les réfugiés somaliens n'ont pas non plus été en mesure de réintégrer les zones touchées par l'offensive militaire, en dépit de l'accord tripartite sur le rapatriement librement consenti signé en novembre 2013 par la Somalie, le Kenya et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Parallèlement, plus de 21 000 Somaliens ont été expulsés depuis février de l'Arabie saoudite, en raison du durcissement de la répression dirigée contre les immigrés en situation irrégulière. Quatre cents autres ont été expulsés de Nairobi et transférés à Mogadiscio dans le cadre d'une opération sécuritaire lancée en avril.

5. L'épidémie de rougeole sévit encore; environ 6 000 cas présumés ont été signalés entre janvier et juillet, soit plus du double du nombre enregistré pour la période correspondante de 2013. Malgré des campagnes de vaccination intensives, qui ont ralenti la propagation de la poliomyélite, quatre nouveaux cas de contamination par le poliovirus sauvage ont été confirmés cette année, ce qui porte le nombre total de personnes atteintes depuis le début de l'épidémie en 2013 à 198, dont une majorité d'enfants. Si la sécheresse persiste, le nombre, déjà très élevé, de personnes atteintes de maladies diarrhéiques ou autres va probablement augmenter, les gens n'ayant d'autre choix que d'utiliser de l'eau insalubre.

6. La violence et les conflits continuent de faire de nombreuses victimes parmi les civils, principalement dans le sud et le centre de la Somalie. En mai et juin, environ 1 200 personnes blessées par des armes diverses ont été soignées dans huit hôpitaux de Mogadiscio, Kismayo, Baidoa et Mudug, et plus de 100 décès ont été signalés.

7. L'acheminement de l'aide humanitaire demeure difficile du fait de l'extrême insécurité qui règne dans la plupart des districts du sud et du centre de la Somalie. L'aide destinée aux villes nouvellement reconquises (comme Bulo Burto et Maxaas dans le Hiraan, Ceel-Bur dans le Galgaduud, Waajid et Xudur dans le Bakool et War-Sheekh dans le Moyen-Chébéli) est acheminée principalement par air, les routes étant bloquées par le Mouvement des Chabab. La plupart des zones sont certes accessibles par air, mais l'acheminement aérien de l'aide humanitaire, très coûteux et peu fiable, n'est qu'une solution temporaire.

Sécurité

8. Les conditions de sécurité demeurent très précaires en Somalie, d'où la difficulté pour les intervenants humanitaires de venir en aide aux populations dans le besoin. Environ 1 500 incidents violents ont été signalés au cours des six premiers mois de 2014, soit 7 % de plus que pendant la période correspondante de 2013. Cette augmentation est due à la multiplication des attaques perpétrées par des acteurs non étatiques armés et au lancement de l'offensive militaire dans le sud et le centre de la Somalie. Au cours de la période considérée, les régions de Banadir (Mogadiscio), de Bakool, de Bay, de Hiraan et du Bas-Chébéli et certains secteurs du Moyen-Chébéli ont été le plus touchés par le conflit. Les Chabab ont continué de diriger des attaques à l'engin explosif improvisé et à la grenade et des attentats-suicides contre les civils et les installations gouvernementales, en particulier à

Mogadiscio. Ces incidents ont pris la forme d'opérations militaires, d'hostilités ouvertes, de troubles civils et d'autres actes de violence contre des civils. L'insécurité est telle que 5 agents humanitaires ont été tués, 5 autres blessés et 12 enlevés. En avril, deux fonctionnaires des Nations Unies ont été tués à Galkacyo, dans le nord-est de la Somalie.

Interventions humanitaires, difficultés d'accès et conséquences opérationnelles

9. L'acheminement de l'aide demeure extrêmement difficile en Somalie, en particulier dans les zones contrôlées par les Chabab. Dans ces zones, l'aide continue d'être acheminée par des partenaires locaux, faute pour les organismes de pouvoir intervenir directement. Malgré les reconquêtes à l'actif des forces de sécurité somaliennes et de l'AMISOM, les transports routiers restent peu sûrs et précaires. Les Chabab continuent de bloquer les routes autour des villes nouvellement reconquises de Maaxas et Bulo Burto dans le Hiraan, Warsheik dans le Moyen-Chébéli, Xudur et Waaji dans le Bakool et Ceel-Buur dans le Galgaduud, empêchant leur approvisionnement en produits de première nécessité. Les partenaires humanitaires n'y ont accès que par air, ce qui limite leurs interventions aux domaines de la santé et de l'approvisionnement en eau. Les aéroports desservant ces villes sont en général en mauvais état et les pistes sont trop courtes pour les gros avions-cargos. Des avions-cargos de capacité moyenne (4 à 5 tonnes) financés par le fonds humanitaire commun pour la Somalie ont été mis en service en août pour que les fournitures humanitaires puissent être livrées, à grands frais certes, dans la plupart de ces localités. Les forces armées nationales somaliennes et l'AMISOM s'emploient à sensibiliser les acteurs concernés à la nécessité de sécuriser les routes principales et les voies essentielles d'acheminement de l'aide.

10. Le Mouvement des Chabab et d'autres groupes armés continuent de chercher à contrôler l'acheminement de l'aide. En mars, des membres présumés du Mouvement des Chabab ont enlevé un prestataire de services externe chargé du programme de prévention de la poliomyélite dans le village de Liimaale (district de Buur Hakaba), dans la région de Bay, et ils le détiennent toujours. Selon certaines informations, le motif de cet enlèvement serait que les membres des équipes de prévention de la poliomyélite sont considérés par les Chabab comme des espions. En mai, des combattants présumés appartenir au Mouvement des Chabab ont tendu une embuscade à un convoi de secours alimentaire à 12 km au sud-est de Baidoa, tuant des membres de l'escorte militaire. En ce qui concerne les activités d'autres groupes armés, des miliciens ont brièvement interrompu en juin la distribution de vivres dans le district de Matabaan (région de Hiraan) en bloquant l'accès à l'unité ambulatoire d'alimentation thérapeutique. En juillet, un groupe armé, qui aurait obtenu la connivence de l'administration provisoire de Djouba, a pillé un centre de distribution de l'aide alimentaire dans le quartier Farjano de Kismayo. Cet incident s'est produit peu après le début de la distribution aux personnes déplacées de vivres fournis par le Croissant-Rouge omanais. Des civils auraient pris part au pillage. Toujours en juillet, des groupes armés ont intercepté sur la route Mogadiscio-Mahaday 11 tonnes de vivres destinés à 878 habitants de Mahaday (Moyen-Chébéli) et de ses environs. Ces vivres ont été recouvrés par le transporteur une semaine plus tard et distribués. En juillet encore, 37 tonnes de vivres destinés à 2 952 habitants de la ville d'Aawdhogle (région du Bas-Chébéli) ont été saisis sur la route Mogadiscio-Marka et n'ont été recouvrés par le transporteur que deux semaines plus tard. La

cargaison a été récupérée dans sa totalité et les vivres ont été distribués comme prévu.

11. Entre janvier et juin, les organismes humanitaires se sont heurtés 40 fois à des restrictions bureaucratiques imposées par les autorités locales du sud et du centre de la Somalie, ainsi que de la région semi-autonome du Puntland. Ils ont été astreints à de multiples formalités d'enregistrement, ont dû payer des droits d'enregistrement, ont acquitté des taxes arbitraires, ont dû accepter des retenues sur les fonds alloués aux projets, opérées prétendument à des fins de contrôle et d'évaluation, et se sont vu interdire de transporter des secours par la route. Le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Consortium d'organisations non gouvernementales poursuivent leur action en vue de faire lever les entraves bureaucratiques.

12. Le financement des activités humanitaires demeure très insuffisant. À la mi-août, l'appel de fonds de 2014 pour la Somalie n'avait produit que 30 % du montant nécessaire, laissant un déficit de 658 millions de dollars. Vu l'extrême insécurité alimentaire constatée en mai, un plan d'opérations pour trois mois coûtant 60 millions de dollars a été élaboré, en privilégiant les activités à entreprendre d'urgence de juin à août pour sauver des vies. En juillet, la Secrétaire générale adjointe Valerie Amos a prélevé 20 millions de dollars sur le Fonds central pour les interventions d'urgence afin de financer le renforcement des activités destinées à sauver des vies en Somalie; ce complément de financement est le plus important alloué cette année à un pays au titre d'une urgence humanitaire. La Somalie a aussi reçu 1,45 million de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence pour vacciner d'urgence 520 000 enfants contre la rougeole. En dépit de ces efforts et de la redéfinition des priorités, les apports de fonds restent très insuffisants.

13. Malgré des conditions de travail difficiles et le manque cruel de fonds, les organismes humanitaires ont continué d'apporter de l'aide aux populations dans le besoin. En 2014, jusqu'à la mi-août, une aide alimentaire et des moyens de subsistance ont été fournis à 1,4 million de personnes, et 97 000 enfants ont bénéficié de services nutritionnels. Quelque 500 000 personnes ont été approvisionnées en eau salubre; des latrines améliorées ont été installées pour 160 000 personnes; et les activités de promotion de l'hygiène ont touché 315 000 habitants de la Somalie. Plus de 4 millions d'enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite et la rougeole et 500 000 personnes ont bénéficié de services de santé essentiels. Quelque 232 000 enfants d'âge scolaire ont bénéficié de services éducatifs; 15 000 personnes déplacées ont reçu des colis de secours d'urgence et des articles tels que bâches en plastique, couvertures et matelas; et environ 54 000 personnes se sont vu offrir des abris provisoires. Environ 4 400 victimes de violations ont reçu un soutien psychosocial et plus de 380 enfants intégrés à des groupes armés en ont été extraits et réinsérés dans la société. Des denrées essentielles, des fournitures sanitaires, de l'eau, des produits d'hygiène et des compléments nutritionnels ont été acheminés par air et distribués à la population des villes touchées par l'offensive militaire.

Mesures d'atténuation des risques

14. Les organismes humanitaires continuent d'intensifier leurs efforts en vue de mieux identifier et détecter les risques, évaluer les capacités de leurs partenaires

d'exécution et suivre l'exécution des programmes d'importance vitale à l'aide de meilleurs outils de contrôle et d'audit.

15. Le Groupe de la gestion des risques a continué de soutenir l'équipe de pays des Nations Unies en évaluant les risques concernant les entités qui sont des partenaires actuels ou potentiels de l'ONU. Ces évaluations mettent en lumière les types de risques associés à ces entités, risque fiduciaire, risque programmatique, risque de défaut d'intégrité et risque d'atteinte à la réputation de l'Organisation, notamment, et contiennent des recommandations visant à aider les organismes à maîtriser ou à atténuer ces risques. Outre qu'il procède à des évaluations des risques, le Bureau du Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire continue de promouvoir le dialogue sur la gestion des risques et de donner ponctuellement des conseils sur ce sujet aux organismes des Nations Unies, aux donateurs et aux organisations non gouvernementales. Le Groupe de la gestion des risques continue par ailleurs de développer et tenir à jour la base de données du Système d'information et de gestion des contrats afin de faciliter le partage des informations sur les contrats et les risques entre les organismes des Nations Unies. Cette base de données contient des informations réunies par le Groupe de la gestion des risques et 14 organismes des Nations Unies sur plus de 2 000 prestataires de services et fournisseurs de l'ONU en Somalie. La valeur des marchés enregistrés dans le Système dépasse 3,56 milliards de dollars. Le Groupe de la gestion des risques a en outre téléenregistré la liste des personnes recherchées en Somalie de l'INTERPOL, et continue de mettre à jour la liste consultable des personnes et organisations désignées dans les rapports du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée.

16. Sous la direction du Coordonnateur de l'action humanitaire, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, qui gère le fonds humanitaire commun, a incorporé, dans le processus de sélection et de classement des projets du fonds, un cadre de responsabilisation à quatre composantes qui s'applique à toutes les phases d'exécution d'un projet, y compris la communication des résultats, l'audit et le suivi. La base de données du fonds humanitaire commun, outil de gestion en ligne des projets, donne des informations sur les niveaux de risque associés aux différents partenaires d'exécution, sur la base d'évaluations des capacités des partenaires, de rapports d'audit, des activités de contrôle et d'informations provenant de sources extérieures fiables. Ces outils de classement des partenaires en fonction de leur efficacité ont été utilisés pour la première dotation standard en ressources du fonds en 2014. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires partage l'information sur les partenaires avec le Groupe de la gestion des risques afin de rationaliser la gestion des risques en Somalie.

17. L'amélioration des mécanismes de surveillance a certes permis de mieux détecter les risques, mais les partenaires se heurtent à une autre grande difficulté, qui est le recouvrement des fonds détournés et la répression des activités criminelles, et s'emploient activement à en venir à bout.

Incidence des paragraphes 21 à 24 de la résolution 2111 (2013)

18. Le paragraphe 22 de la résolution 2111 (2013) dispose que, jusqu'au 25 octobre 2014, les mesures imposées au paragraphe 3 de la résolution 1844 (2008) ne s'appliquent pas aux fonds ou autres actifs financiers ou ressources économiques nécessaires pour assurer sans retard l'acheminement de l'aide humanitaire dont la

Somalie a un besoin pressant. Bien que les organisations et organismes interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport n'aient pas expressément formulé d'observations au sujet de l'incidence des paragraphes 21 et 24 de la résolution 2111 (2013) sur leur aptitude à mettre en œuvre des programmes, il est clair que la non-reconduction de la dérogation pour raison humanitaire aurait pour effet de retarder l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones contrôlées par des groupes non étatiques armés.

Conclusion

19. La situation actuelle en Somalie présente d'inquiétantes similitudes avec celle qui y régnait en 2010 avant la famine, alors que les restrictions d'acheminement de l'aide humanitaire, conjuguées à l'insécurité, à la hausse des prix des produits de base et à deux saisons des pluies peu arrosées, avaient plongé le pays dans une crise désastreuse. Les partenaires humanitaires poursuivent leur travail malgré de grandes difficultés, mais pour qu'ils puissent continuer de venir en aide à 2,9 millions de Somaliens, il faut d'urgence que les conditions de sécurité et d'accès s'améliorent et que le financement des activités soit à la fois mieux assuré et plus souple.

20. Pour que l'aide humanitaire puisse se poursuivre, les organisations non gouvernementales, l'ONU et les donateurs, au cours des six derniers mois, se sont attachés à renforcer les systèmes de suivi et à rationaliser les méthodes et stratégies d'atténuation des risques. La détection des cas d'utilisation irrégulière de l'aide est devenue plus efficace grâce à l'amélioration des contrôles et à une meilleure gestion des risques.

21. Au vu de ce qui précède, la Secrétaire générale adjointe et Coordinatrice des secours d'urgence invite le Conseil de sécurité à reconduire la dérogation pour raison humanitaire prévue au paragraphe 22 de la résolution 2111 (2013).
